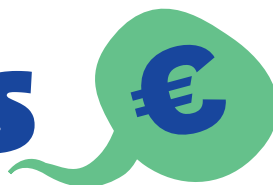


REGARDS ÉCONOMIQUES



~~~~~  
N° 32 - Octobre 2016  
~~~~~

CICE : LE PARI EST LOIN D'ÊTRE GAGNANT !

Le 28 septembre dernier, le comité de suivi du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) rendait public son rapport annuel. Nouveauté de cette 4^e édition, il présente les premiers résultats des travaux d'évaluations ex post * des équipes de recherche chargées d'évaluer l'impact du CICE. Ces premiers résultats portent sur les années 2013 et 2014.

Pour la CFE-CGC, qui participe au comité de suivi, le pari est loin d'être gagnant.

Ainsi, en 2013 et 2014, le CICE n'a eu aucun impact positif sur l'investissement, la recherche et développement ou encore les exportations malgré une amélioration sensible des marges des entreprises. Pour la CFE-CGC, la réussite du CICE dépend justement de l'affectation de ces marges par les entreprises. Rappelons que le CICE, pilier du pacte de responsabilité et de solidarité et mesure économique phare du quinquennat actuel, avait pour objectif affiché de permettre une montée en gamme de notre Economie.

Sur le volet emploi, les deux équipes de recherches obtiennent des résultats différents, l'une concluant à la sauvegarde ou à la

création de 45 000 à 115 000 emplois grâce au CICE sur la période 2013-2014 tandis que l'autre ne décèle aucun effet positif du CICE sur l'emploi. Pour la CFE-CGC, l'impact du CICE sur l'emploi, entaché d'incertitude comme le souligne le comité de suivi, est donc au mieux modéré.

Or, Michel Sapin, Ministre de l'Economie et des Finances, vient d'annoncer un relèvement du taux du crédit d'impôt du CICE (6 % => 7 %) dans sa présentation du projet de loi de finances 2017.

Alors qu'on pourrait s'attendre à ce que le gouvernement adapte le CICE ou au moins à ce qu'il attende les résultats de l'année 2015 pour avoir un retour d'expérience plus complet après des premiers résultats mitigés, il vient au contraire renforcer un dispositif qui n'a pas fait la preuve de son efficacité et qui coûte très cher (43 milliards d'euros depuis sa création) !

Pour la CFE-CGC, seul un meilleur ciblage du dispositif et une plus grande implication des représentants du personnel dans l'entreprise lors de l'utilisation du CICE permettront un retour sur investissement à la collectivité nationale.



ZOOM

Une évaluation ex post consiste à étudier les impacts d'un dispositif après sa mise en œuvre (en opposition avec une évaluation ex ante qui anticipe les effets d'un dispositif). La CFE-CGC qui milite pour une évaluation ex post systématique des politiques publiques en faveur de l'emploi, salue le travail réalisé par le comité de suivi du CICE, qui constitue une réelle innovation aussi bien dans sa composition que dans sa méthode de travail.

QUELQUES CHIFFRES:

2 181,1 Mds €

PIB France 2015

0,05 %

Inflation (moyenne des 12 derniers mois à fin août)

2 171 Mds€

98,4 % du PIB
Dettes publiques
(fin du 2^e trimestre 2016)

-49,0 Mds€

Balance commerciale (douze derniers mois à fin août 2016)

9,9 %

Chômage au sens du BIT
(2^e trimestre 2016)

1 243 Mds€

56,8 % du PIB
Dépenses publiques 2015



RÉVISION DU PIB À LA BAISSÉ ET FORTE HAUSSE DU CHÔMAGE EN AOÛT



COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS

Le 23 septembre dernier, l'Insee publiait les résultats détaillés des comptes nationaux du 2^{ème} trimestre. La croissance du PIB du 2^{ème} trimestre est révisée à la baisse, le PIB se contractant de 0,1 % alors qu'il était préalablement annoncé stable.

En particulier, les dépenses de consommation des ménages et l'investissement se replient respectivement de 0,1 et 0,2 %, principales causes d'une contribution nulle de la demande intérieure (hors stocks) à la croissance du 2^e trimestre.

Le commerce extérieur contribue positivement à la croissance, du fait d'un ralentissement des importations (- 1,8 %), mais ne suffit pas à compenser l'impact négatif du comportement de déstockage des entreprises.

Le pouvoir d'achat des ménages est quasi stable après un premier trimestre plus dynamique (+ 0,1 % de progression du pouvoir d'achat par unité de consommation après + 0,5 % au 1^{er} trimestre).

Enfin, après une forte hausse au 1^{er} trimestre, le taux de marge des sociétés non financières marque le pas (31,7 % contre 32,1 % au 1^{er} trimestre). Il reste cependant supérieur au taux de marge moyen de l'année 2015 (31,4 %).

ENTREPRISES

Climat des affaires

En septembre, l'indice mesurant le climat des affaires progresse d'un point et retrouve son niveau de juillet (101). Il se situe ainsi légèrement au-dessus de son niveau moyen de long terme (100).

Il gagne 2 points dans l'industrie et reste stable dans le secteur du bâtiment, seul secteur sensiblement en dessous de sa moyenne de long terme (95). Enfin, le climat des affaires dans le commerce de gros perd 5 points par rapport à sa précédente marque (99 en septembre contre 104 en juillet).

L'indicateur de retournement pour l'ensemble de l'économie reste dans la zone indiquant une situation conjoncturelle incertaine.

MÉNAGES

Confiance des ménages

En septembre, la confiance des ménages reste stable (97), légèrement en dessous de sa moyenne de longue période (100). Peu d'évolutions notables sont à noter sur ce mois.

Dépenses de consommation

En août, la consommation des ménages en biens progresse de 0,7 % en volume après 4 mois de baisses consécutives (- 0,3 % en juillet).

Les achats de biens fabriqués se redressent (+ 0,9 % après - 1,7 %) tirés par les achats d'automobiles, particulièrement dynamiques en août (+ 3,1 % contre - 2,1 % en juillet).

La consommation totale d'énergie se replie en mai (-1,0 % après 0,8 %) : les dépenses en gaz et électricité diminuent fortement (-6,8 % après +3,3 %). Les achats de produits raffinés augmentent fortement (+7,3 % après -2,6 %). La consommation de produits alimentaires est stable tandis que les dépenses énergétiques sont en hausse pour le 2^{ème} mois consécutif (+ 1,5 % après + 2,7 % en juillet).

CHÔMAGE

Au mois d'août 2016, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (n'ayant pas travaillé du tout durant le mois) progresse de 1,4 % (+ 52 400 personnes). S'il reste en recul sur un an (- 0,4 %), la hausse du mois d'août est la plus importante depuis septembre 2013.

Au total, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C progresse également de 1,4 % en août. Différence notable avec la catégorie A, sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi reste en hausse (+ 1,7 %).

CONTACTS :

Gérard Mardiné,
secrétaire national en charge du secteur Économie et Industrie, Développement durable, RSE, Logement
gerard.mardine@cfecgc.fr

Service Économie
Anne Bernard,
Justine Vincent
Francine Didier,
Kevin Gaillardet
kevin.gaillardet@cfecgc.fr

MAISON DE LA CFE-CGC

59 rue du Rocher
75008 Paris
+33 (0)1 55 30 12 12
www.cfecgc.org